

Bonjour à tous,

Je suis Patrice Ulles, et j'ai choisi de me présenter pour être élu le nouveau président de l'AFINEF ! Association Française des industriels du numérique éducatif et de la formation continue.

Aujourd'hui, si je souhaite être Président de l'AFINEF, c'est tout d'abord parce que je suis l'un d'entre vous et que notre filière doit être représentée dans son entièreté. C'est ce que je m'engage à faire avec votre aide.

C'est aussi parce que je suis fondamentalement persuadé que le numérique éducatif bien maîtrisé peut aider à développer les compétences fondamentales chez les élèves. C'est important, si on ne veut pas voir la France déclassée dans les 20 ans à venir.

C'est enfin pour convaincre les décideurs au sein de l'administration et aussi les politiques du bien-fondé sociétal de nos actions et de notre vision d'une école équipée moderne, plus équitable et inclusive.

C'est la clé pour créer en France un véritable marché pour le numérique éducatif.

Je suis le président de la société EASYTIS que j'ai créée, il y a 10 ans avec mes collègues et amis, Laureen Tordeux et Olivier Mico.

Cela fait plus de 20 ans que j'occupe des postes en lien avec le numérique éducatif. Je suis aussi marié avec l'Education nationale, ma femme étant professeur des écoles !

Tout au long de ma carrière, j'ai eu l'opportunité de voyager dans le monde entier et surtout de visiter des écoles dans de nombreux pays par exemple aux USA, en Chine, à Hong Kong, à Singapour, en Russie, en Ouzbékistan, en Afrique du Sud, en Australie par exemple. J'ai pu y découvrir des pratiques pédagogiques de classe différentes.

L'idée principale autour de la création d'EASYTIS était d'importer certaines de ses pratiques qui semblaient avoir un sens. Cela fait maintenant 10 ans que nous portons en France en

priorité le thème transversal de l'apprentissage STIAM pour Sciences, Technologie, Ingénierie, Arts et Mathématiques.

Mon expérience à l'international ne fait que renforcer le constat de la complexité incroyable, propre au marché français.

Malgré les bonnes volontés et les compétences des services du ministère en charge du numérique, la DNE, la DGESCO, les formateurs Numérique ERUN, le Réseau Canopé, le réseau DSDEN, les nombreuses collectivités (ville, agglomération, département, région) qui s'impliquent chaque jour dans l'école, la trajectoire pour l'enseignement au et par le numérique ne se dessine pas et notre marché reste toujours incertain.

Le numérique éducatif est clairement une des variables d'ajustement des dépenses budgétaires vers les établissements scolaires et je pense que nous le constatons tous encore davantage depuis la dissolution inattendue de l'Assemblée nationale.

En ce qui concerne l'accès aux usages du numérique pour les enseignants, nous avons collectivement créé un des systèmes les plus complexes au monde.

Et le manque de vision politique de ce que peut apporter l'Innovation à l'école avec le numérique me fait penser que nous n'avons que très peu de chance de passer à l'échelle et de réussir sur ces sujets.

Les responsabilités sont multiples et les différentes associations représentant la filière, dont la nôtre, partagent une part de cette responsabilité.

Depuis 10 ans, nous avons été plutôt mono sujet, travaillant en grande partie pour obtenir des subventions, sans réussir à créer un vrai marché pour les start-ups ou les sociétés éditrices de ressources logicielles, et en oubliant que la filière, ce sont aussi d'autres acteurs tels que les fabricants, les revendeurs, les sociétés de conseil de services, que chacun de ces collèges a des problématiques spécifiques que notre association doit porter et qu'ensemble, nous sommes plus forts.

Comme je l'ai dit, notre filière doit être représentée dans son entièreté et je m'y engage, avec votre soutien.

Notre système éducatif est confronté à de multiples défis ; le défi de l'inclusion, le défi d'une meilleure acquisition des fondamentaux, le défi de l'égalité entre les filles et les garçons, le

défi de l'orientation et enfin, le défi d'accompagner les élèves et les professeurs dans une société numérique.

Les résultats d'évaluation TIMSS et PISA très moyens des élèves français doivent être considérés comme des alertes.

L'école ne peut continuer sa mission d'égalité républicaine, d'ouverture du champ des possibles et de lutte contre les inégalités en passant à côté de la transformation numérique.

Or, nous peinons à encourager les pratiques numériques à l'école, à développer l'appétence pour les outils numériques et la compréhension de leur fonctionnement, et mettons trop peu en avant ce que le numérique, dans un contexte pédagogique, apporte aux élèves et aux enseignants.

Aujourd'hui, le sujet de l'IA est omniprésent dans les discours sur l'éducation et au-delà, mais si nous voulons que nos élèves comprennent ces sujets, développent les applicatifs IA de demain et que la France reste un acteur majeur, nous ne pouvons pas nous passer d'innovation à l'école. En ce sens, l'apprentissage du code informatique doit devenir une réalité et se généraliser dès le plus jeune âge.

Il faut intensifier les investissements autour de l'éducation aux médias et à l'information pour préparer nos élèves à naviguer dans l'univers numérique dans lequel ils devront vivre et travailler. Nous sommes en pointe sur ces sujets et je tiens à saluer le travail efficace des équipes du CLEMI associées aux autres acteurs terrain du Ministère.

Il faut construire un discours plus modéré sur l'usage des écrans, dont le mésusage relève davantage de questions de parentalité que de l'école française. Les conclusions du très bon « Rapport de la commission d'experts sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans » sont connues et permettent de cibler le bon usage des écrans pour nos enfants en classe. Pourtant, chaque jour, l'inverse des conclusions est utilisé contre le numérique éducatif.

Il faut encourager une meilleure représentativité des filles dans les filières scientifiques. Les stéréotypes de genre concernant les technologies prennent forme dès le début du CP. Il est donc important que même en maternelle nos enfants manipulent des objets technologiques, certains numériques et pourquoi pas sans écrans, sans distinction de genre.

Tous les pays autour de nous tels que l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal, la Pologne, et bien avant l'Angleterre, les États-Unis, le Mexique, etc. ont mis en place des apprentissages pour développer ces compétences autour des STIAM et ce dès la maternelle.

Je propose que l'AFINEF, à travers ses actions et avec ses adhérents dans leur diversité, œuvre pour que les élèves français bénéficient des meilleurs outils, logiciels, matériels et services qui leur permettront de se préparer à vivre dans notre monde de plus en plus complexe par exemple à travers un compte ressources permettant aux enseignants de s'équiper en ressources pédagogiques numériques logiciels et matériels.

Le numérique pour l'éducation est un sujet capital pour notre jeunesse et pour son avenir, et enseigner avec et au numérique est l'une des clés de la capacité de notre pays à demeurer une puissance éducative reconnue. Le numérique est un allié pour les élèves dans la construction de leurs apprentissages et pour les enseignants dans leurs pratiques professionnelles.

Rien ne changera si nous ne permettons pas aux enseignants d'être mieux formés, en formation initiale et continue, d'être outillés, pour enseigner avec le numérique, d'où l'importance de co-construire avec le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, les INSPE, Réseau Canopé et les formateurs terrains. Ces sujets doivent également être pris en compte lors de la formation des cadres à l'IH2EF.

Enfin, il me semble important de contribuer à définir le socle numérique de base. Nos établissements scolaires doivent être équipés équitablement et les collectivités ont besoin de guidance de choix pour leurs investissements. Il est rappelé que l'équipement numérique éducatif ne fait pas partie des « injonctions d'investissement » de l'État envers les collectivités », donc il faudrait au moins émettre une recommandation.

C'est pourquoi l'AFINEF continuera à demander une ambition forte et une politique concrète pour réussir la transformation numérique de l'école et des apprentissages et cela malgré le contexte international actuel.

A cet effet, il faudra questionner nos choix en matière de budget et analyser pourquoi la France reste un des seuls pays à n'avoir pas ou peu utilisé les fonds européens post Covid de

type PNRR pour moderniser son système éducatif, alors que tous les pays autour de nous l'ont fait. Je pense que rien n'est figé, certains fonds post covid pourraient être encore disponibles ; Nous devons les récupérer. La montée en puissance de l'Europe de la défense ne doit pas se faire au détriment des investissements nécessaires dans notre système éducatif.

Nous devons penser cette stratégie sur le scolaire et dans un continuum de formation tout au long de la vie, de la maternelle à la vie active, en passant par l'enseignement supérieur. Les enjeux pour la filière sont multi-segments, et nous continuerons à accompagner les entreprises pour faciliter l'accès aux différents marchés.

Nos entreprises sont diverses, talentueuses mais bridées par la complexité propre à la France pour accéder un marché qui reste instable et non pérennisé.

Que vous soyez, une startup, un éditeur, un distributeur, un fabricant, un formateur, mais aussi une collectivité ou une centrale d'achat, rejoignez-nous au sein de l'AFINEF!

Élevons tous ensemble le niveau du débat, trouvons collectivement des solutions pour contourner la complexité du circuit d'achat de notre secteur, convainquons les décideurs dans l'administration et aussi les politiques du bien-fondé sociétal de nos actions et de notre vision d'une école équipée moderne, plus équitable et inclusive.

Ensemble, avec nos partenaires, construisons l'avenir du numérique éducatif !